

Le Mouvement pour l'amélioration de la nutrition (SUN) : un impact à grande échelle

- ▷ *Scaling Up Nutrition est une plateforme collaborative de réduction des retards de croissance.*
- ▷ *Éthiopie, Zambie, Bangladesh, Kenya : des gouvernements engagés peuvent réduire les retards de croissance.*
- ▷ *Améliorer la nutrition implique aussi des investissements intelligents et des méthodes de travail multisectorielles.*

Gerda Verburg

Sous-secrétaire
générale des Nations
unies et coordinatrice
du Mouvement pour
l'Amélioration de la
nutrition (SUN)
Genève, Suisse

Il ne me semble pas pertinent en 2019 de nous demander « pourquoi » il faut renforcer la nutrition. La situation va bien au-delà de cela. Selon le Rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018¹, la faim dans le monde a augmenté pour la troisième année consécutive. Le nombre absolu de personnes sous-alimentées, c'est-à-dire des personnes faisant face à une privation alimentaire chronique, est passé de 804 millions en 2016 à près de 821 millions en 2017. Au moins dix pays ont toutefois réussi à réduire le nombre de cas de retards de croissance entre 2015 et 2017. Cela nous montre que quand on veut, on peut.

Cependant, les progrès sont trop lents et ne sont pas seulement associés au régime alimentaire, ils sont aussi remis en cause par les conflits, les chocs climatiques et autres facteurs déclencheurs qui ont aggravé la faim et la malnutrition dans de nombreux pays. Dans le même temps, l'obésité et les maladies chroniques sont en augmentation, ce qui occasionne un double — voire triple— fardeau en matière de malnutrition. La malnutrition coûte cher : elle érode et mine la prospérité des femmes, des hommes, de leurs familles et de leurs nations ; elle perturbe le cerveau et le corps des enfants, affectant ainsi leur santé, leur éducation et leur productivité future.

Il est donc essentiel de se concentrer sur le « quoi » et le « comment », s'agissant d'améliorer la nutrition, pour obtenir un impact et des résultats à grande échelle. À mon avis, la « recette du succès » repose sur trois ingrédients clés :

- Appropriation du gouvernement,
- Collaboration multisectorielle et multipartite pour une mise en œuvre harmonisée,
- Investissement.

Appropriation du gouvernement

Depuis qu'elle a rejoint SUN, l'**Éthiopie** a enregistré une baisse de 20% de la malnutrition infantile. À la base de ce succès se trouve l'engagement durable du gouvernement et les progrès impressionnants réalisés en ce qui concerne les services sociaux de base. Le gouvernement a commencé à intégrer les mesures liées à la nutrition dans différentes initiatives, coordonnées par le Ministère de la santé, ainsi que dans ses programmes agricoles. La nutrition a tout

¹ *The State of Food Security and Nutrition in the World 2018* (Rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018) a été préparé conjointement par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

particulièrement été intégrée à la quatrième phase du Dispositif de protection de la production (PSNP) du pays début 2016. Le PSNP, dirigé depuis 2005 par le Ministère de l'agriculture, est l'un des programmes de protection sociale les plus importants d'Afrique subsaharienne. Il vise à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition pour plus de 8 millions de personnes qui participent à des travaux publics en échange de nourriture ou d'argent.

La **Zambie** peut être fière de dire qu'elle affiche l'un des taux d'allaitement maternel exclusif les plus élevés au monde, soit 72,5% entre la naissance et l'âge de 5 mois. Une grande partie de ce succès tient à la législation et aux politiques qui s'efforcent de créer un environnement favorable permettant aux femmes de mieux concilier travail et vie de famille. Par exemple, la législation zambienne prévoit un congé maternité de 120 jours pour les travailleuses considérées comme vulnérables. Aujourd'hui, 13 pays de SUN, principalement en Afrique orientale et australe, peuvent se prévaloir d'un taux d'allaitement exclusif supérieur à 60%.

Le **Bangladesh**, un des premiers venus du mouvement SUN, qui a adhéré en 2010, a fait des progrès considérables en matière de politiques et de programmes de nutrition multisectoriels grâce à la revitalisation du Conseil national pour la nutrition du Bangladesh (BNNC), l'organe directeur de la politique et de la coordination, sous la présidence de l'honorable Premier ministre. Il existe également un second Plan d'action pour la nutrition décennal (NPAN2) pour la période 2016-2025. Au Bangladesh, le mouvement SUN a incité le gouvernement à accroître son engagement pour la nutrition et a mis en place des réseaux uniques de collaboration multipartite associant la société civile, les partenaires de développement et les agences des Nations Unies.

Le **Kenya** a rejoint officiellement le mouvement SUN en août 2012, marquant de la sorte l'engagement du pays à mener des actions coordonnées pour améliorer la nutrition. Parallèlement, le pays a lancé son premier Plan d'action national pour la nutrition (NNAP 2012-2017) et adopté un ensemble de 11 interventions à fort impact destinées aux 1000 premiers jours de la vie d'un enfant, qui sont fondamentaux. Aujourd'hui, le Kenya est le seul pays en voie de réaliser tous les objectifs de l'Assemblée mondiale de la santé en matière de nutrition. La diversité des facteurs ayant contribué à la réduction des retards de croissance accrédite l'efficacité de l'approche multisectorielle.

Il est manifeste que l'appropriation et l'engagement politique, traduits en programmes, cadres juridiques et politiques robustes, contribuent très largement à cet impact. Le leadership commence le plus souvent au sommet, et, dès lors qu'il est issu des plus hauts niveaux du gouvernement, comme le Président ou le Premier ministre, il peut faire une grande différence. Les personnalités politiques ont le pouvoir de réunir les secteurs et les acteurs clés pour assurer une approche globale du gouvernement afin de s'attaquer aux facteurs de malnutrition, tels que les inégalités de genre, le manque d'investissement dans l'éducation ou les mesures agricoles ignorant la nutrition. Ce que j'ai pu apprendre en tant que Ministre de l'agriculture, de la nature et de

« L'appropriation, l'engagement et le leadership des gouvernements se sont révélés être le seul moyen durable de réduire le retard de croissance. »

la qualité alimentaire aux Pays-Bas et dans mes fonctions postérieures est que l'engagement politique n'est pas un hasard. Bien au contraire, il peut être créé et se voir renforcer au fil du temps au travers d'une action stratégique.

Collaboration et mise en œuvre multisectorielle et multipartite

Trouver des accords en termes de résultats nationaux et communs permet de définir des méthodes de travail multisectorielles qui impliquent de multiples acteurs. Une forte augmentation du nombre de pays membres de SUN disposant de plans nationaux de nutrition a pu être observée : 42 pays rassemblent les secteurs et les acteurs dans une approche globale du gouvernement pour lutter contre la malnutrition. Par ailleurs, les pays SUN s'unissent de plus en plus pour examiner leurs progrès et définir les priorités pour l'avenir. Entre avril et août de l'année dernière, 54 pays membres de SUN ont évalué leurs propres performances en matière de renforcement de la nutrition durant l'exercice d'évaluation conjointe annuelle. C'est le nombre le plus élevé jamais enregistré. Cet exercice, caractéristique unique de SUN, offre un aperçu intéressant sur la façon dont les parties prenantes et les secteurs œuvrent conjointement à l'échelle nationale et régionale : 55 pays membres de SUN (quatre de plus qu'en 2016-2017) disposent d'une plateforme multipartite active au niveau national. Dans 33 pays, ces plateformes fonctionnent également à l'échelle régionale, soutenant les actions et la mise en œuvre de politiques dans différents secteurs tels que l'émancipation des femmes, l'agriculture, l'eau et l'assainissement, la santé, la protection sociale et l'éducation.



L'appropriation par le gouvernement et la collaboration entre les départements de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de la protection sociale, du développement économique et des finances, de même que les plans de nutrition multipartites axés sur les résultats sont des facteurs décisifs pour un impact structurel. L'investissement intérieur et la fiabilité du système de données doivent être suffisants.

Investir dans la nutrition n'est pas seulement juste, c'est aussi intelligent

La nutrition est essentielle au développement durable. Une bonne nutrition n'est pas seulement le résultat du développement, c'est également le moteur du développement humain et de la croissance économique. Les populations mieux nourries, à commencer par les enfants, réussissent mieux à l'école et deviennent plus productives sur le plan économique ; le succès économique futur du monde repose d'ailleurs sur l'augmentation du capital humain. Le capital humain est un facteur de détermination important dans la productivité au travail et l'augmentation de la productivité est au cœur de l'augmentation des revenus. Pour reprendre les mots de mon amie Akinwumi Adesina, Présidente de la Banque africaine de développement, développer l'infrastructure de la matière grise en Afrique par le biais d'investissements multisectoriels dans la nutrition est la meilleure façon de garantir aux enfants la possibilité de grandir aujourd'hui et de diriger demain.

« Pour un pays, chaque dollar investi dans la réduction de la sous-nutrition chronique chez les enfants rapporte 16 dollars. »

On estime aujourd'hui que 4% des dépenses des administrations publiques des pays membres de SUN sont consacrées à des actions en lien avec la nutrition. En 2016, seules les Comores ont investi plus de 5% du budget national dans une alimentation saine. Toutefois, de nombreux pays, tels que la Côte d'Ivoire, ont fait d'énormes progrès pour aligner leurs financements publics sur ceux des partenaires de développement.

Aucun pays au monde ne peut se permettre une perte de PIB comprise entre 3% et 16% par an, soit le coût réel de la malnutrition. Par ailleurs, les actions visant à réduire la sous-nutrition chronique sont d'excellents investissements ; pour un pays, chaque dollar investi dans la réduction de la sous-nutrition chronique chez les enfants rapporte 16 dollars.

Parallèlement, la solution la plus intelligente pour prévenir toutes les formes de malnutrition est d'investir dans des interventions spécifique ou liée à la nutrition et de soutenir le changement de paradigme en passant d'une approche traditionnelle conçue par secteur à une approche multisectorielle et multipartite renforcée axée sur la nutrition et la sécurité alimentaire. Cela devrait englober toutes les composantes des systèmes alimentaires et renforcer leur capacité à offrir une alimentation saine pour tous, tout en protégeant les personnes et la planète.

Pour garantir un impact supplémentaire au cours des 1000 premiers jours de vie des enfants, il est nécessaire :

- de maintenir une attention politique élevée dans les bureaux des Présidents et Premiers ministres,
- d'intensifier les actions efficaces en termes de coûts pour des systèmes alimentaires durables et respectueux de la nutrition, axés sur l'égalité de genre et la nutrition, ainsi que sur la contribution de multiples secteurs,
- de plaider auprès des Ministres des finances l'augmentation des investissements nationaux dans la nutrition,
- de rechercher des sources de financement innovantes, telles que les revenus privés et les instruments multilatéraux, par exemple le Mécanisme de financement mondial (GFF).

Plateforme de collaboration et d'inspiration de 60 pays et quatre États de l'Inde, le mouvement SUN s'intéresse de plus en plus à la création d'un espace unique de soutien aux actions en faveur de l'investissement dans les enfants. Améliorer la nutrition pendant les 1000 premiers jours de la vie d'un enfant afin de prévenir les retards de croissance, le dépérissement et l'obésité est une priorité politique non seulement pour faire en sorte que cela soit reconnu mondialement en tant que fondement sur lequel les enfants peuvent atteindre leur plein potentiel physique et cognitif, catalysant également la mise en œuvre du programme 2030 et la réalisation des 17 objectifs de développement durable.

➔ [Retrouvez cet article en ligne sur earlychildhoodmatters.org/2019-6](https://www.earlychildhoodmatters.org/2019-6)

RÉFÉRENCE

FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. (2018). *The State of Food Security and Nutrition in the World 2018. Building climate resilience for food security and nutrition*. Rome : FAO.